Le 15-11-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

Un parti démondialisateur pour redonner vie à la politique

Image

Par le Parti de la démondialisation

Le 11 août 2020

Quand nous parlons de la démondialisation, c'est en référence à la mondialisation néolibérale. Celle-ci est le processus politique mis en œuvre depuis la fin des années 1960 par les classes dominantes pour reprendre la main face aux processus politico-syndicaux ayant réussi à imposer des acquis sociaux majeurs dans les pays riches et aux luttes de libération nationale dans les pays pauvres. Elle repose sur une stratégie se déployant sur quatre piliers, agissants de concert : la généralisation du libre-échange, la restructuration totale de l'économie (financiarisation, renforcement des firmes multinationales, maintien du chômage de masse pour rediscipliner le salariat,), le court-circuitage de tous les processus démocratiques par les institutions supranationales comme l'UE, le FMI, l'OTAN, la Banque mondiale et les traités internationaux néolibéraux comme le CETA et la guerre idéologique par la concentration et le contrôle des grands médias planétaires.

Ces quatre piliers sont le coeur du néolibéralisme car, par leurs actions concertées, ils permettent tout le reste et expliquent la paralysie des partis politiques et leur incapacité à élaborer, jusqu'à aujourd'hui, toute réponse adaptée aux crises systémiques et aux besoins des classes dominées.

Débloquer la captation des institutions étatiques par les oligarchies, organiser la vie politique nationale en fonction des intérêts des classes dominées (populaires et « *moyennes* »), donner un débouché institutionnel politique efficace aux rapports de force sociaux, transformer les citoyens passifs en citoyens actifs : telles sont les fonctions irremplaçables que devraient exercer des partis politiques authentiquement au service du peuple.

Seul un parti démondialisateur peut jouer le rôle irremplaçable, plein et entier, d'un parti politique.

L'opinion négative sur les partis politiques est un lieu commun aussi vieux que la politique contemporaine.

Depuis la fin du XVIII^{e} siècle on les accuse (à l'époque en Angleterre) d'attiser artificiellement les divisions. Mais ce refrain a acquis une force nouvelle depuis que les bases sur lesquels reposent les institutions des régimes représentatifs (parlementaires) sont entrés en crise profonde. L'opinion, à gauche notamment, selon laquelle la forme parti (en tant qu'organisation cardinale de la vie politique démocratique) a vécu, semble prédominante chez une bonne partie des cadres, des militants et des électeurs de ce courant idéologique.

Elle est à mettre en parallèle avec le même consensus mou qui accepte les normes de la « *mondialisation* » comme un destin auquel désormais nulle société ne saurait échapper, nous faisant entrer dans une nouvelle ère, naïvement imaginée comme pacifique (« *puisque* » mondialisée). La « *forme-parti* » signifie le principe même du parti politique.

La supposée obsolescence des partis politiques est lue comme une évolution intrinsèque, sur laquelle on ne peut rien, que l'on constate sans vraiment l'expliquer si ce n'est par la « *montée de l'individualisme* », autre lieu commun. Ce qui permet d'en faire un processus jugé plutôt positivement. Il serait le signe d'une plus grande maturité des citoyens, dégrisés, devenus mesurés, se prenant directement en main, méfiants vis-à-vis des idéologies politiques collectives portées par les partis de masse, et devenus sceptiques quant à toute possibilité de changements significatifs pilotés par l'État.

Cet air du temps, largement relayé par les grands médias, les commentateurs patentés, les instituts de sondage, reflète fidèlement les rapports sociaux du moment : ceux du nouveau capitalisme, devenu néolibéral, et de l'idéologie qu'il génère. Il est frappant de constater à quel point la gauche est totalement engluée dans cette idéologie et ses présupposés.

Crise démocratique depuis 30 ans

Il ne s'agit pas, naturellement, de nier les signes évidents de la crise démocratique profonde que nous traversons depuis trois décennies. La désaffection vis-à-vis des principaux partis politiques en témoigne, mais elle n'est qu'un élément parmi d'autres. La montée structurelle d'une abstention désormais majoritaire en est le symbole et l'acte le plus incontestable. Tout le problème est dans l'interprétation de ce phénomène. Car ce dernier semble bien être une conséquence d'un contexte bien plus général : celui de la transformation radicale des institutions politiques qui s'est produite lors de la généralisation du capitalisme néolibéral.

Les institutions caractéristiques de la souveraineté nationale, qui ont donné leur sens aux partis politiques, sont, en effet, désormais encadrées, verrouillées de l'extérieur par des contraintes totalement soustraites aux mécanismes démocratiques.

Les principaux choix « *économiques* », dont on sait l'impact sur le reste des aspects principaux d'une société moderne, l'emploi, les conditions de travail, les revenus, les inégalités sociales, l'environnement, la santé, l'indépendance nationale, les cadres de la vie collective, sont intégralement encastrés dans des traités internationaux et des institutions supranationales placés au-dessus de nos propres constitutions.

Les processus représentatifs, notamment le triptyque partis politiques-élections-parlement, n'ont donc plus désormais pour seul objet réel que l'application de décisions extra-parlementaires, non démocratiques, et les questions « *sociétales* », afin d'animer un peu les débats et faire croire que des enjeux parlementaires nationaux se jouent encore dans l'hémicycle.

La corrélation flagrante entre la désaffection croissante et massive des citoyens envers les élections et les partis politiques et la prise de conscience progressive de l'absence d'enjeux majeurs qui leur sont liés dans le cadre de la mondialisation, en tout premier les choix économiques, devrait apparaître aux yeux de tous les analystes comme un fait limpide. Cette corrélation est pourtant ignorée. Cependant, rien n'est plus logique que le degré de politisation des citoyens aille de pair avec les enjeux directement liés aux élections et aux mobilisations partisanes et syndicales.

Les mobilisations citoyennes massives, durables et structurées n'ont d'issues positives que lorsque, les électeurs savent par expérience, ils ont intérêt à voter et pour qui.

Parce que les élections vont avoir un impact significatif sur leur vie, concernant les sujets majeurs : emploi, salaires, protection sociale, santé, services publics, logement.

Or, depuis la mondialisation, nos sociétés étatiques ont perdu l'essentiel de leur caractère politique. Elles sont en pilotage automatique, découplé de toutes les élections, obéissant à des traités et à des majorités électorales favorables aux traités et non à des majorités défavorables à la mondialisation.

En Occident, marqué par la lente construction de monarchies territoriales étatiques, souveraines, les sociétés ne sont plus depuis longtemps des sociétés traditionnelles au sens plein du terme.

Elles sont des sociétés « *politiques* », formées par les institutions étatiques monarchiques, puis constitutionnelles. Il en est de même au XIX^{e} siècle pour les sociétés d'Europe dont la construction étatique est beaucoup plus récente, notamment celles sorties des anciens empires. C'est cette originale et complexe unification administrative et juridique qui donne aux membres de nos sociétés le sentiment de leur interdépendance et de leur unité, quand cet assemblage institutionnel fonctionne.

Pourquoi mettre l'accent sur ce qui devrait être une évidence ? Parce que la conviction naïve que nos sociétés pourraient maintenir leur efficacité et leur unité une fois la cohérence des institutions étatiques défaites, est une profonde illusion qui nourrit les discours « *postmodernes* » sur la mondialisation.

On ne connaît aucune exception notable à ce constat général : aucune société issue d'un cadre traditionnel ou moderne n'a réussi à rester cohérente et pérenne, sans se doter d'une organisation étatique efficiente.

Et ce n'est certainement pas la catastrophique tentative européenne de destruction du caractère politique des sociétés faisant partie, pour leur malheur, de l'Union européenne qui risque de contredire cette évidence.

Les innombrables commentateurs de ce phénomène majeur, qui se penchent tels des docteurs Diafoirus sur la crise de la représentation, ne sont capables de l'expliquer que par l'inénarrable « *montée de l 'individualisme* ». Comme si cette réaction n'était pas davantage une conséquence de la propagande idéologique et du constat des citoyens qu'ils ne peuvent plus peser sur les choix collectifs, et qu'ils n'ont plus qu'à se débrouiller par eux-mêmes, comme ils le peuvent, n'ayant plus rien de positif à attendre des processus institutionnels et des partis politiques.

L'individualisme grandissant plonge ses racines dans un contexte qui y contraint chacun d'entre nous.

Il ne constitue pas la cause expliquant l'abandon de pratiques militantes et électorales de base dans un régime censé être représentatif et qui ne l'est plus.

La manière dont les citoyens ont manifestement été ravis de renouer avec l'action militante massive en 2005, durant la campagne du « Non » au référendum sur le Traité constitutionnel européen (TCE) et, en 2010, lors du mouvement pour les retraites, corrobore cette analyse. On nota d'ailleurs, à l'époque, de nombreuses adhésions politiques traduisant cette envie de renouer avec le militantisme, avant son reflux, puisqu'aucun parti ne proposait de perspective crédible à ces deux problèmes centraux et liés entre eux : la perte continue des acquis sociaux, et le dessaisissement des citoyens des choix économiques par les institutions et traités néolibéraux.

Les partis politiques privés de leur fonction par la mondialisation néolibérale

Toute la logique permettant de donner un sens aux processus représentatifs, par exemple le parlement ayant le monopole de la loi, et jusqu'au cadre lui-même conditionnant l'ensemble, à savoir la souveraineté nationale, s'est vue progressivement démantelée par les traités et institutions de la mondialisation. Comment s'étonner, dès lors, que l'innovation institutionnelle et politique majeure de la fin du XIX^{e} siècle, qui avait permis de démocratiser partiellement le parlement, le parti politique de masse, ait perdu une grande partie de sa popularité, puisqu'il se retrouve privé de sens et de fonction ?

La cécité volontaire de ceux qui proclament l'obsolescence de la forme-parti nie l'évidence du rapport entre la crise des partis politiques et la crise institutionnelle majeure liée au démontage de tout ce qui conditionne, institutionnellement, les processus démocratiques, en tout premier la souveraineté nationale.

Précisons immédiatement que celle-ci ne doit pas être confondue avec la simple souveraineté étatique, néanmoins indispensable pour que la souveraineté nationale ne soit pas qu'une réalité purement verbale.

Pourquoi utilisons-nous l'expression « *parti politique de masse* » ? Parce que les partis politiques que nous connaissons au XXI^{e} siècle n'ont tout simplement aucun rapport avec ceux de la majeure partie du XIX^{e} siècle. Ils s'appelaient aussi partis, mais ne concernaient que les conflits et divisions à l'intérieur du parlement. Ils ne rassemblaient donc que quelques élus, de manière non formelle et non contraignante, et n'étaient en rien les organisations nationales de courants politiques en dehors du parlement.

Les nouveaux partis politiques, que nous appelons « *de masse* », rassemblent vite des dizaines de milliers de militants dans toute la France, structurés nationalement, organisant durablement les principales options politiques, s'adressant directement aux suffrages de millions d'électeurs, en lieu et place des députés de l'ancien système, petits notables de province ou parisiens qui n'avaient la mainmise que sur leur « *clientèle* » locale sous leur influence, et dont le comportement post électoral était complètement libre de toute pression politique externe. C'est le jour et la nuit.

Dans les deux systèmes il y a un parlement, des députés, et des « *partis* », mais nous parlons pourtant de

deux réalités opposées en tout.

L'expression « partis de masse » décrit la spécificité de cette nouvelle réalité du XX^{e} siècle, où les masses rentrent en force dans l'enceinte parlementaire strictement réservée auparavant aux débats entre élites (comme aujourd'hui les couloirs et les salles de réunion des instances européennes).

En outre, la crise des partis de masse est aggravée par le silence assourdissant sur leur rôle démocratique, historique, depuis leur naissance, à la fin du XIX^{e} siècle, dans les pays occidentaux.

L'immense majorité des progrès sociaux a été réalisée grâce à la création du parti politique de masse

L'histoire nous permet désormais d'établir la comparaison entre les régimes « *représentatifs* » sans organisations politiques de masse, et la période où leur apparition a permis de débloquer une partie de la confiscation oligarchique de la souveraineté nationale, par les différents mécanismes des régimes politiques constitutionnels. Le bilan que l'on peut tirer de cette analyse rétrospective est sans appel.

L'immense majorité des progrès sociaux a été réalisée grâce à la création du parti politique de masse.

Les institutions « *représentatives* » n'avaient pas été conçues par la bourgeoisie libérale pour traduire, dans des lois, les rapports de force sociaux et politiques structurant et divisant les sociétés étatiques. Au contraire, ces institutions, même dites « *représentatives* », servent à légitimer leur contrôle par les nouveaux notables issus du capitalisme triomphant. Seule l'organisation en parti politique sur une base nationale, en particulier celle du mouvement ouvrier et des travailleurs, a été capable de débloquer la captation antidémocratique des institutions représentatives avec des effets démocratiques structurels et durables. Que l'on songe pour s'en convaincre au droit du travail et aux acquis sociaux telles la Sécurité sociale ou la généralisation de la fonction publique.

Pourtant, le réflexe immédiat d'un intellectuel de gauche d'aujourd'hui est de postuler que ces acquis ne sont dus qu'aux mobilisations sociales et non aux partis politiques, et de citer l'exemple de 1936.

C'est prendre la partie pour le tout. C'est croire, d'une part, que les luttes sociales massives du Front populaire auraient eu lieu de la même façon si le mouvement ouvrier et salarial ne s'était pas structuré en parti de masse, portant l'espoir d'un débouché politique, et d'autre part qu'il aurait obtenu tout autant sans le relais de la SFIO et du PCF.

En outre, ce réflexe d'intellectuel de gauche nie l'histoire. Car les mobilisations sociales, y compris massives et spectaculaires, innombrables dans l'histoire pré et post-révolutionnaire, n'ont jamais débouché sur des acquis sociaux structurels de grande ampleur avant les structurations en partis politiques nationaux. Certes, l'organisation syndicale du mouvement ouvrier a été stratégique. Mais à elle seule, elle n'aurait pas pu produire une force de conquête sociale et politique. C'est bien la conjonction des deux qui a permis de débloquer la situation de minorité politique des classes populaires.

La souveraineté nationale est la condition indispensable à l'efficacité des partis politiques

Force est de constater que depuis le court-circuitage de l'environnement institutionnel national, dont le rôle des partis dépend, nous n'avons connu qu'une longue et ininterrompue suite de reculs sociaux majeurs, quelles que soient par ailleurs les mobilisations sociales.

Les partis politiques de masse ont perdu toute possibilité de peser sur les choix économiques et sociaux majeurs du fait de l'existence des institutions supranationales néolibérales.

Dans ce cadre, les mobilisations syndicales et populaires massives ne peuvent, au mieux, que faire reculer

momentanément le démantèlement des acquis sociaux sans en obtenir aucun. La situation est identique dans tous les pays européens depuis plus de trois décennies, c'est-à-dire celles de la mondialisation.

Ce n'est, en effet, que sous certaines conditions que les partis politiques nationaux constituent l'outil de conquête sociale et politique le plus stratégique des classes populaires et moyennes. Parce qu'ils dépendent du fonctionnement normal des institutions de l'État de droit, ils ont besoin que soit garantie la souveraineté nationale et que les majorités parlementaires issues des élections nationales détiennent réellement le monopole de la loi.

Comment peser par des mobilisations nationales et syndicales sur les questions sociales et économiques si ces dernières sont devenues le monopole de traités internationaux ?

Le parti politique a permis une relative démocratisation du parlement

Le parlement représentatif incarne l'idée de la loi, norme contraignante générale qui organise la société contemporaine et résulte de débats contradictoires. Cette institution délibérante est censée définir l'intérêt général, au nom de la Nation. Mais même quand le parlement n'est plus issu d'un suffrage censitaire, une fois celui-ci devenu universel, il a l'énorme inconvénient d'être, par construction, une institution oligarchique, aux mains des possédants, la collectivité des élus ayant toujours été constituée de notables. Les très rares exceptions le devenant rapidement.

Le parti de masse, contraignant les députés à se prononcer à l'avance sur les choix qu'ils vont faire, les force à ouvrir portes et fenêtres.

Il les contraint à être comptables politiquement de leurs décisions. Il exerce une forte pression pour remplacer l'arbitraire individuel de chaque député par une discipline collective, rendant ainsi la traduction politique des bulletins de vote plus prévisible. Il sort les débats du parlement pour les mettre sur la place publique, et l'oblige à laisser les rapports de force sociaux pénétrer son enceinte. Le parti politique permet donc une relative démocratisation du parlement. C'est la seule trouvaille institutionnelle ayant jamais obtenu ce résultat. Renforcer les classes populaires par une invention institutionnelle, c'est le propre d'un processus démocratique.

Avant que les organisations ouvrières ne disposent d'une structuration politique nationale (la législation l'interdisant formellement, toute association politique tombant sous le coup de la loi) les luttes se menaient au niveau local, sur les lieux de travail, donnant parfois lieu à des soulèvements insurrectionnels ou révolutionnaires, mais sans relais politique institutionnel durable.

Le mouvement ouvrier et populaire était très éclaté et une grande diversité existait sur les buts à lui assigner ainsi que sur les méthodes pour les atteindre. L'arrivée du suffrage universel a engendré la prise en compte du combat institutionnel et impliqué un effort organisationnel national afin de rationaliser, généraliser et clarifier les rapports de force politiques pour peser sur les lois dans le sens des intérêts structurels des classes populaires.

Dans les années 1860 en Angleterre, les partis politiques deviennent autre chose que la simple organisation intra-parlementaire de la majorité et de l'opposition. De 1865 à 1875, l'Allemagne, en voie d'unification, est le premier État à voir apparaître en son sein des partis politiques ouvriers de masse avec la naissance de la social-démocratie. En France, du fait notamment de la législation particulièrement répressive envers les associations politiques, le phénomène est retardé.

Toutefois, les conséquences du suffrage universel et des rapports de force issus de l'extension du capitalisme aboutissent là aussi à la prise de conscience de la nécessité d'organiser électoralement et politiquement le mouvement ouvrier et populaire à l'échelle nationale.

Celui-ci aboutira, précédé de peu par le courant républicain et radical, à la création d'un parti socialiste unifié en 1905, la naissance d'un premier parti politique ouvrier datant de 1879 grâce aux efforts de Jules Guesde. Ce sont d'ailleurs tous les courants idéologiques et politiques, de gauche et de droite qui se structurent alors nationalement en parti (les notions de gauche et droite commencent à prendre leur sens contemporain à cette période).

La création des partis change radicalement la fonction des institutions représentatives, et pour commencer celle du parlement et des élections qui lui sont liées. Antérieurement, les clivages sociaux et politiques étaient considérés comme des divisions superficielles et dommageables qu'il s'agissait de surmonter au nom de l'unité nationale, et non d'encourager en autorisant leur structuration institutionnelle.

Le parlement ne présentait sa propre légitimité que par la mise en scène de son activité législative en tant que mise en forme, par leurs représentants délibérants, de la volonté générale de la Nation réputée unanime. Bien entendu, différentes factions internes au parlement existaient mais elles ne reflétaient que les divisions idéologiques des classes dominantes.

Les partis, au sens contemporain du terme, ont pris totalement le contre-pied de cette conception de la représentation nationale.

Ils réalisent une adéquation inédite entre un courant politique déterminé et une organisation nationalement structurée. Ils pèsent sur le choix des candidats puis sur leur comportement parlementaire lorsqu'ils sont élus, afin de traduire dans les rapports de force parlementaires, législatifs, les idées de leur courant politique. La majorité parlementaire devient donc le reflet plus ou moins direct d'une majorité politique nationale réelle.

Dès lors les exigences politiques des citoyens ne sont plus totalement soumises au bon vouloir et à l'arbitraire des comportements individuels des parlementaires. Ces derniers, au contraire, sont publiquement responsables de l'adéquation entre leurs décisions et une plate-forme politique organisée nationalement durablement en dehors de l'enceinte parlementaire.

Car les citoyens peuvent alors participer, directement, en tant que militants de partis politiques, et, indirectement, en tant qu'électeurs de ces mêmes partis, à l'établissement de plates-formes politiques influant sur la promulgation des lois faisant société. Ceci, conjugué avec les luttes sociales qui se voient enfin donner des enjeux concrets de court terme, et de surcroît contrôlables politiquement, a débloqué partiellement le détournement oligarchique des institutions politiques des États contemporains.

Il est spectaculaire de voir à quel point ces faits massifs et cruciaux pour la démocratie sont totalement refoulés et, pour l'essentiel, passés sous silence. Nous attendons encore l'ouvrage qui en fera l'histoire du point de vue des classes dominées.

Parti politique et situation révolutionnaire

Rien ne remplace l'espoir d'un changement politique positif majeur pour déclencher une situation révolutionnaire, tout comme rien ne remplace une structuration en parti politique pour traduire en victoire durable une situation révolutionnaire. Or le contexte actuel de la mondialisation et de l'Union européenne est tout à fait incompatible avec le moindre espoir réaliste d'un changement positif majeur.

Sauf si des partis politiques de masse forcent le débat public pour envisager la sortie unilatérale des institutions néolibérales qui ont plongé la démocratie dans le coma.

L'exemple grec (2015-2016) l'illustre cruellement. La population grecque, qui a pourtant subi une dégradation inédite et dramatique de ses conditions de vie en temps de paix, ne possédant hélas aucune organisation politique nationale majeure capable de proposer une sortie crédible du cadre néolibéral européen et de populariser cette idée, seule capable de faire naître un espoir de rupture décisive, ne se soulève pas. Elle

reste dans un état de découragement puisque rien n'est annoncé comme faisable, que tout aurait été tenté.

L'absence d'une vaste organisation politique nationale possédant une solide stratégie de rupture, rend impossible de faire déboucher une éventuelle situation révolutionnaire sur autre chose qu'un changement superficiel de dirigeants politiques, comme l'exemple des révolutions arabes est venu nous le rappeler.

L'illusion individualiste typique de la gauche moderne, qui pousse si souvent ses militants et ses intellectuels à supposer que nous pouvons très bien nous organiser efficacement à l'échelle locale ou mondiale en nous passant d'une structuration politique nationale, est totalement contredite par les faits.

Rien n'est venu remplacer le parti politique

On peut certes imaginer d'autres manières d'organiser la vie politique. Mais pour donner vie aux processus démocratiques, force est de constater que rien n'est venu remplacer un parti politique de masse représentant les intérêts structurels des classes populaires dans le cadre de la souveraineté nationale. Ne lâchons donc pas la proie pour l'ombre.

Les institutions néolibérales, et pour commencer les plus efficaces, celles de l'Union européenne, ont très intelligemment ciblé leur action. Elles ont anesthésié tout ce qui permettait cette organisation politique nationale des conflits sociaux fondamentaux : la souveraineté nationale. Car c'est le seul cadre qui rend possible l'organisation en parti politique national. Le désaveu actuel des partis politiques n'est dû qu'à leur complicité avec les politiques menées et qu'au réalisme contraint de nos concitoyens, ayant compris que leur vote, dans le cadre des institutions néolibérales, n'avait plus aucune possibilité d'influer sur le cours des choses. Il est indispensable de briser cette certitude mortifère.

Pour cela il faut passer outre les récits postmodernes sur la supposée obsolescence des partis politiques.

Au contraire, il faut recréer un parti politique conscient de son rôle pour qu'il puisse à nouveau le remplir. Un parti politique représentant nationalement les intérêts du peuple, des classes populaires et moyennes, visant le pouvoir d'État et sa démocratisation. Ce parti doit ainsi proposer de démanteler les institutions néolibérales, incompatibles avec le moindre processus démocratique.

Ce parti politique existe désormais.

Le Parti de la démondialisation (le Pardem) propose à la fois la démocratisation de l'État, la démondialisation, c'est-à-dire le démantèlement du capitalisme néolibéral, la sortie unilatérale de toutes les institutions constitutives du néolibéralisme, et pour commencer celles de la si mal nommée Union européenne.

C'est une chance historique de restaurer la démocratie qui, si nous ne nous organisons pas nationalement, ne sera plus qu'un souvenir collectif de plus…Ne la laissons pas passer !

Lire l'épisode 11 : Un programme pour démondialiser.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire